

Art. 34. En ce qui concerne les dispositions du présent arrêté relatives à l'identification et à l'information des proches d'un citoyen européen non représenté, le rôle de la direction Assistance ou du service de garde du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement se limite à des échanges avec le point de contact central de l'État membre dont le citoyen non représenté a la nationalité.

Art. 35. Lorsque l'État membre dont le citoyen non représenté a la nationalité exprime la volonté de gérer lui-même la demande ou le dossier de son citoyen, le dossier est transféré immédiatement à cet Etat, conformément à l'article 3 de la Directive (UE) 2015/637 du Conseil du 20 avril 2015 établissant les mesures de coordination et de coopération nécessaires pour faciliter la protection consulaire des citoyens de l'Union non représentés dans des pays tiers.

Art. 36. La direction Assistance du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement peut avoir recours à cette faculté prévue par l'article 3 de la Directive (UE) 2015/637 du Conseil du 20 avril 2015 de gérer lui-même le dossier lorsqu'un Belge n'est pas représenté.

Art. 37. Le ministre qui a les Affaires étrangères dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 avril 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
D. REYNDERS

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2019/12811]

22 AVRIL 2019 — Arrêté royal déterminant les modalités financières d'octroi de l'assistance consulaire dans les situations visées à l'article 78, alinéa 1^{er} de la loi du 21 décembre 2013 portant le Code consulaire

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 décembre 2013 portant le Code consulaire, les articles 78, alinéa 2, 81, 89, alinéas 4 et 8, 91 insérés par la loi du 9 mai 2018 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 mars 2019 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 25 mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la notification d'absence d'avis du Conseil d'État du 27 mars 2019 ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre des Affaires étrangères,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Généralités*

Article 1^{er}. L'assistance financière aux Belges rencontrant des difficultés à l'étranger n'a pas pour but de soustraire les membres proches de la famille à leurs obligations de soutien et d'aliments.

CHAPITRE 2. — Remboursement des frais consentis au profit d'un Belge rencontrant des difficultés à l'étranger

Art. 2. Sauf lorsque le présent Arrêté en dispose autrement, les frais consentis au profit d'un Belge rencontrant des difficultés à l'étranger sont des avances récupérables, raison pour laquelle il lui sera demandé de signer une déclaration attestant qu'il a bien bénéficié des sommes avancées pour l'assister, qu'il s'engage à rembourser à la première demande. Le Ministre détermine le format de ce document et le timing et les modalités de sa conclusion, ainsi que les exceptions qui pourraient découler de l'incapacité du Belge concerné à le conclure.

Art. 34. Voor wat betreft de bepalingen in huidig besluit die betrekking hebben op het identificeren en op het informeren van de naasten van een niet-vertegenwoordigde Europese burger, beperkt de rol van de directie Bijstand of de wachtdienst van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking zich tot het uitwisselen van informatie met het centrale contactpunt van de Lidstaat waarvan de niet-vertegenwoordigde burger de nationaliteit heeft.

Art. 35. Indien de Lidstaat waarvan de niet-vertegenwoordigde burger de nationaliteit heeft, verzoekt de aanvraag of het dossier van diens burger zelf te behandelen, wordt het dossier onmiddellijk overgeheveld naar die Lidstaat, overeenkomstig artikel 3 van de richtlijn 2015/637 van de Raad betreffende de coördinatie- en samenwerkingsmaatregelen ter vergemakkelijking van de consulaire bescherming van niet-vertegenwoordigde burgers van de Unie in derde landen.

Art. 36. De directie Bijstand van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking kan beroep doen op de mogelijkheid voorzien in artikel 3 van de richtlijn 2015/637 van de Raad om het dossier naar zich toe te trekken indien een Belg niet vertegenwoordigd is.

Art. 37. De minister bevoegd voor Buitenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 april 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
D. REYNDERS

FEDERALE OVERHEIDS DIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2019/12811]

22 APRIL 2019. — Koninklijk besluit tot bepaling van de financiële aspecten van het verlenen van consulaire bijstand voor situaties bedoeld in artikel 78, eerste lid, van de wet van 21 december 2013 houdende het consulair wetboek

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 december 2013 houdende het Consulair Wetboek, de artikels 78, tweede lid, 81, 89, vierde en achtste lid, 91 ingevoegd door de wet van 9 mei 2018;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 maart 2019;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen, die op 25 maart 2019 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende de notificatie van ontstentenis van advies van de Raad van State op 27 maart 2019;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Buitenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Definitie*

Artikel 1. De financiële bijstand aan Belgen in nood in het buitenland heeft niet tot doel de directe familieleden te ontslaan van hun onderhouds- en alimentatieplicht.

HOOFDSTUK 2. — *Terugbetaling van kosten voorgeschooten aan een Belg in nood in het buitenland*

Art. 2. Tenzij dit besluit het anders bepaalt, zijn de kosten die gemaakt worden voor een Belg in nood in het buitenland terug te vorderen voorschotten. Daarom wordt aan de begunstigde gevraagd om een schuldbekentenis te ondertekenen waarin hij verklaart dat hij de voorgeschooten bedragen ontving en dat hij ertoe verbindt om die bij het eerste verzoek terug te betalen. De minister legt de vorm vast van dit document, alsook de toekennings- en terugbetalingsmodaliteiten, evenals de uitzonderings-maatregelen die zouden kunnen voortvloeien uit een toestand van onbekwaamheid.

Art. 3. Règle de minimis : en-deçà d'un montant établi par le Service Public Fédéral Finances, il n'est pas procédé à la récupération de la créance, sans pour autant que celle-ci ne reste pas due.

Art. 4. Le Ministre détermine les modalités d'encodage et de gestion du Livre des créances consulaires. Le poste informe dans les meilleurs délais à la direction Assistance la date et le montant en euros de l'exécution de la dépense. Aussitôt la dépense exécutée, le poste en informe la direction Assistance.

Art. 5. Lorsque le Belge assisté est rentré en Belgique, le Service Public Fédéral lui adresse un courrier recommandé à son domicile connu, l'invitant à rembourser le montant avancé pour le secourir. A défaut de réponse dans les six mois, un rappel lui est envoyé. Si, dans les trente jours calendrier il n'a pas réagi à cette seconde invitation à rembourser, la créance est transférée au Service Public Fédéral Finances qui se charge de son recouvrement pour l'Etat belge.

CHAPITRE 3. — Assistance financière aux personnes détenues

Art. 6. Aux Belges détenus pour une longue durée en-dehors de l'Union européenne, peut être accordée une assistance financière correspondant au montant défini ci-dessus comme « de minimis » sur une base régulière dont la fréquence ne dépassera pas un versement par mois.

Art. 7. Le Ministre détermine les facteurs qui sont pris en compte pour déterminer l'octroi et la fréquence de cette assistance financière exceptionnelle.

Art. 8. Le Belge détenu bénéficiaire du soutien financier prévu à l'article 6 ne s'acquitte de la formalité prévue à l'article 2 qu'à l'occasion d'une visite consulaire périodique. Si la période durant laquelle s'exerce l'assistance financière dépasse 10 ans, les déclarations de dette consécutives signées par la personne détenue sont remplacées par une déclaration consolidée couvrant l'ensemble de cette période, de manière à ne pas laisser périmer les créances initiales.

CHAPITRE 4. — Prise en charge des frais de funérailles

Art. 9. Sous réserve de l'application de la Convention européenne d'assistance sociale et médicale de 1953, lorsque les membres de la famille d'un Belge décédé ne prennent pas en charge les frais de funérailles d'un Belge décédé à l'étranger, le poste s'enquiert sur place d'un enterrement ou incinération à moindre coût, à l'exclusion d'un enterrement dans une fosse commune, et soumet dans les meilleurs délais au moins 2 offres détaillées à la direction Assistance qui autorise dans les 24 heures la prise en charge des frais de funérailles.

Art. 10. A prix comparable, seront privilégiées des funérailles correspondant le mieux aux convictions philosophiques du défunt, lorsque celles-ci sont connues du Poste.

CHAPITRE 5. — Aspects financiers de l'assistance aux Européens non-représentés

Art. 11. Sauf situation d'extrême urgence, une consultation de l'Etat de nationalité est requise avant que le poste belge de carrière ne consacre des moyens financiers à l'assistance d'un Européen non représenté.

Art. 12. Lorsque la personne assistée est un Européen non représenté, la Directive 2015/637 règle les modalités de remboursement de la créance consulaire, y compris pour ce qui concerne la déclaration d'« engagement de remboursement des coûts de protection consulaire. » – annexe I à la Directive précitée.

CHAPITRE 6. — Crise consulaire majeure

Art. 13. Il peut être dispensé des provisions au Chapitre 2, lorsque survient une crise consulaire majeure, et que le Gouvernement ou le Ministre décide de mesures ad hoc au profit des Belges victimes de cette crise.

Art. 3. Het principe 'de minimis' is hier van toepassing : beneden een door de Federale Overheidsdienst Financiën vastgesteld bedrag wordt niet overgegaan de terugvordering van de schuld, die echter wel blijft bestaan.

Art. 4. De minister legt de modaliteiten vast voor de verwerking en het beheer van de consulaire schuldbordering. De post informeert zo snel mogelijk de directie Bijstand over de datum en het bedrag in euro van de uitgave. Van zodra die plaatsvindt, licht de post de directie Bijstand in.

Art. 5. Wanneer de Belg die bijstand gekregen heeft teruggekeerd is naar België, stuurt de Federale Overheidsdienst een aangetekende brief naar zijn domicilie-adres, waarin gevraagd wordt om het voorgesloten bedrag terug te betalen. Bij uitbliven van een antwoord binnen de zes maand wordt een herinnering gestuurd. Indien betrokkenen binnen de 30 kalenderdagen niet reageert op deze tweede vraag tot terugbetaling wordt de schuldbordering overgemaakt aan de Federale Overheidsdienst Financiën, die voor de Belgische Staat de inning op zich neemt.

HOOFDSTUK 3. — Financiële bijstand aan gedetineerden

Art. 6. Aan Belgen die voor lange tijd buiten de Europese Unie gedetineerd zijn, kan een financiële bijstand toegekend worden gelijk aan het bedrag hierboven omschreven als "de minimis". Dit bedrag wordt op regelmatige basis uitbetaald, waarbij de frequentie niet hoger mag liggen dan één betaling per maand.

Art. 7. De minister bepaalt de criteria van deze uitzonderlijke financiële bijstand en de frequentie van de uitbetalingen.

Art. 8. Op het ogenblik van een consulair bezoek kan de gedetineerde die een financiële bijstand geniet in het kader van artikel 6 de schuldbekentenis voorzien in artikel 2 tekenen. Indien de periode van de financiële bijstand langer is dan 10 jaar worden de opeenvolgende schuldbekentenissen vervangen door een algemene schuldbekentenis, die de volledige periode dekt, zodat de initiële schuldborderingen niet zouden vervallen.

HOOFDSTUK 4. — Tenlasteneming van begrafenis kosten

Art. 9. Onder voorbehoud van de toepassing van het Europees Verdrag betreffende sociale en medische bijstand van 1953 en wanneer de familieleden van een overleden Belg de begrafenis kosten niet ten laste nemen, regelt de post een begrafenis of crematie ter plaatse aan de laagst mogelijke kost, met uitsluiting van een gemeenschap-pelijc graf. De post maakt zo snel mogelijk 2 gedetailleerde offertes over aan de directie Bijstand, die binnen de 24u akkoord verleent voor de tenlasteneming van de begrafenis kosten.

Art. 10. Wanneer de kosten vergelijkbaar zijn, wordt bij voorkeur gekozen voor een begrafenis die zo veel mogelijk in de lijn ligt van de levensbeschouwelijke overtuiging van de overledene, wanneer die gekend is bij de post.

HOOFDSTUK 5. — Financiële aspecten van de bijstand aan niet-vertegenwoordigde Europeanen

Art. 11. Behalve in extreem dringende situaties, is de raadpleging van de Lidstaat van de nationaliteit van betrokkenen vereist voordat de Belgische beroeps-post een financiële bijstand kan verlenen aan een niet-vertegenwoordigde Europees onderdaan.

Art. 12. Wanneer de persoon waaraan bijstand verleend wordt een niet-vertegenwoordigde Europeaan is, regelt Richtlijn 2015/637 de modaliteiten voor de terugbetaling van de consulaire schuldbordering, met inbegrip van de verklaring "verbintenis tot terugbetaling van de kosten van consulaire bescherming" – bijlage I bij deze Richtlijn.

HOOFDSTUK 6. — Ernstige consulaire crisis

Art. 13. De bepalingen van hoofdstuk 2 kunnen wegvalLEN in een situatie van grote consulaire crisis, indien de regering of een minister zouden beslissen ad hoc maatregelen te nemen voor de Belgische slachtoffers van deze crisis.

CHAPITRE 7. — Intervention pour le maintien des contacts parents-enfants dans les dossiers de raps parentaux internationaux

Art. 14. La direction Assistance peut, lorsqu'elle juge que le timing est propice et que les circonstances s'inscrivent dans l'intérêt supérieur de l'enfant, proposer au parent victime d'un enlèvement parental et qui réside en Belgique, la prise en charge de l'achat d'un billet d'avion entre la Belgique et le pays de résidence de l'enfant, dans sa totalité ou en partie. La direction Assistance peut également prendre en charge l'achat d'un billet d'avion permettant le retour définitif de l'enfant en Belgique, ou le billet aller-retour de son lieu de résidence vers la Belgique, afin de permettre l'exercice par le parent victime, de son droit de visite.

Art. 15. Cette intervention est limitée à l'achat d'un billet d'avion par an, en classe économique et au tarif le moins cher. Le Ministre détermine les modalités de la prise en charge du billet d'avion.

Exceptionnellement, lorsque cela s'avère indispensable à la réalisation du voyage et sur base de l'accord préalable de la direction Assistance, des frais de logement peuvent également être pris en charge dans le cadre du déplacement d'un parent victime vers le pays où réside l'enfant, selon des modalités déterminées par le Ministre.

Art. 16. Ces possibilités d'interventions cessent au moment où l'enfant accède à la majorité.

CHAPITRE 8. — Intervention pour la mise en place de médiations familiales internationales dans les dossiers de raps parentaux

Art. 17. La direction Assistance peut, lorsqu'elle juge que le timing est propice et que les circonstances laissent envisager une évolution positive du dossier, proposer la prise en charge dans sa totalité ou en partie des frais de médiation familiale internationale entre le parent rapteur et le parent victime, dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

Art. 18. Cette initiative est limitée à la prise en charge des honoraires de médiation, ainsi que, exceptionnellement, des frais de déplacement du médiateur vers le lieu de résidence de l'enfant, selon des modalités déterminées par le Ministre. Cette possibilité d'intervention cesse au moment où l'enfant accède à la majorité.

Art. 19. Le Ministre détermine les modalités de sélection des médiateurs.

Art. 20. Le ministre qui a les Affaires étrangères dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 avril 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
D. REYNDERS

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2019/12810]

20 MAI 2019. — Arrêté ministériel portant dispositions diverses sur l'assistance consulaire

Le Ministre des Affaires étrangères,

Vu la loi du 21 décembre 2013 portant le Code consulaire, article 78, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 2019 déterminant les modalités pratiques d'octroi de l'assistance consulaire dans les situations visées à l'article 78, alinéa 1^{er} de la loi du 21 décembre 2013 portant le Code consulaire,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Décès d'un Belge à l'étranger

Article 1^{er}. Le poste confirme à la direction Assistance ou au service de garde du SPF Affaires étrangères le décès d'un compatriote survenu à l'étranger au moyen du formulaire « Fiche de renseignements relative au décès » en annexe 1.

La saisine de la police locale se fait via le point de contact de la Direction des opérations de police administrative (DAO) ou directement lorsque ce canal n'est pas disponible.

HOOFDSTUK 7. — Financiële tussenkomst om de contacten ouder-kind in dossiers van internationale kinderontvoeringen in stand te houden

Art. 14. De directie Bijstand kan voor de ouder die het slachtoffer is van een kinderontvoering en die in België woont, geheel of gedeeltelijk een vliegtuigticket ten laste nemen tussen zijn woonplaats en die van het kind. De dienst Bijstand bepaalt de timing, rekening houdend met het hoger belang van het kind. De directie Bijstand kan ook de aankoop van een vliegtuigticket ten laste nemen dat de definitieve terugkeer van het kind naar België moet toelaten, evenals een retourticket vanuit de woonplaats van het ontvoerde kind naar België, dat de ouder-slachtoffer moet toelaten zijn bezoekrechten uit te oefenen.

Art. 15. Die tussenkomst beperkt zich tot één vliegtuigticket per jaar, in economy en aan het laagste tarief. De minister bepaalt de modaliteiten voor de tenlasteneming van het vliegtuigticket.

Uitzonderlijk kunnen, indien dat noodzakelijk zou zijn om te kunnen reizen, en na voorafgaandelijk akkoord van de directie Bijstand, ook logementskosten ten laste worden genomen voor een verplaatsing van de ouder-slachtoffer naar de woonplaats van het kind. De minister legt hiervoor de modaliteiten vast.

Art. 16. Deze tussenkomsten worden stopgezet wanneer het kind meerderjarig wordt.

HOOFDSTUK 8. — Financiële tussenkomst voor het organiseren van een internationale familiale bemiddeling in dossiers van kinderontvoering

Art. 17. De directie Bijstand kan, indien de timing gunstig geacht wordt en een gunstige evolutie van het dossier mogelijk lijkt, voorstellen om geheel of gedeeltelijk de kosten ten laste te nemen van een internationale familiale bemiddeling tussen de ouder-ontvoerder en de ouder-slachtoffer, met het oog op het hoger belang van het kind.

Art. 18. Deze maatregel is beperkt tot de tenlasteneming van de erelonen voor de bemiddeling alsook, uitzonderlijk, de verplaatsingskosten van de bemiddelaar naar de woonplaats van het kind. De minister legt hiervoor de modaliteiten vast. Deze tussenkomsten worden stopgezet wanneer het kind meerderjarig wordt.

Art. 19. De minister bepaalt de modaliteiten voor de selectie van de bemiddelaars.

Art. 20. De minister bevoegd voor Buitenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 april 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
D. REYNDERS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2019/12810]

20 MEI 2019. — Ministerieel besluit houdende diverse bepalingen betreffende consulaire bijstand

De Minister van Buitenlandse Zaken,

Gelet op de wet van 21 december 2013 houdende het Consulair Wetboek, artikel 78, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 2019 tot bepaling van de praktische modaliteiten voor het verlenen van consulaire bijstand voor situaties bedoeld in artikel 78, eerste lid, van de wet van 21 december 2013 houdende het consulair wetboek,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Overlijden van een Belg in het buitenland

Artikel 1. De post bevestigt het overlijden van een landgenoot dat plaatsvond in het buitenland aan de directie Bijstand of de wachtdienst van de FOD Buitenlandse Zaken met het formulier "Inlichtingenformulier omrent het overlijden van een landgenoot" in bijlage 1.

Het contacteren van de lokale politie gebeurt via het aanspreekpunt van de Directie van de operaties inzake de bestuurlijke politie (DAO) of rechtstreeks, indien deze werkwijze niet mogelijk zou zijn.